

Obamania : par où pêche-t-elle ? Pourquoi faut-il se départir d'une image simpliste des Etats-Unis ?

Par Alain Lecourieux (ingénieur civil des Mines) et Christophe Ramaux (économiste, Université Paris I).

Paru dans *l'Humanité*, 7 février 2009.

Quel sens donner à l'élection d'Obama et à l'engouement qu'elle suscite bien au-delà des Etats-Unis ? Il y a bien sûr l'émotion - qui n'a partagé les larmes de Jesse Jackson ? - suscitée par l'élection d'un Président noir. Mais comment cette élection a-t-elle été possible dans ce pays, temple de l'individualisme, du libéralisme économique, de la politique rongée par l'argent-roi et la communication ? C'est que ces qualificatifs, s'ils ne sont pas faux, ne rendent compte que d'une partie de la réalité.

La Révolution américaine a largement contribué à l'invention de la démocratie moderne. « *Tous les hommes sont créés égaux* » proclame la Déclaration d'indépendance de 1776. « *Le peuple est la source de tout pouvoir* ». « *L'autorité ultime réside dans le peuple seul* » écrit James Madison en 1788. L'élan était donné. Il a certes fallu du temps pour passer de la coupe aux lèvres. Le New Hampshire instaure dès 1792 le suffrage universel sans condition de propriété, mais le peuple est amputé des femmes, des indiens et des noirs. Ce n'est qu'en 1920 qu'a été ratifié le XIX^e amendement accordant le droit de vote aux femmes et en 1965 que les noirs ont pu voter sans restriction.

Reste l'essentiel, les Etats-Unis, avant la Révolution française, ont retenu ce principe universel, pari radical, insensé et sublime de notre commune humanité : la souveraineté du peuple. Et, avec elle, l'idée que tout être humain quelle que soit sa condition compte pour un. Aux Etats-Unis comme ailleurs la démocratie a alors pu progresser. L'élection d'Obama vient de loin. Elle s'inscrit dans la longue histoire des conquêtes démocratiques. On conçoit que l'émotion soit forte. Elle l'est d'autant plus que cette nouvelle page ouvre la voie, et la portée est universelle de nouveau, à une société « post raciale » où la couleur de la peau cesserait d'être discriminante.

Le taux de participation aux élections américaines, traditionnellement brocardé, a en fait toujours été parmi les plus élevés du monde. S'il est apparemment faible, c'est qu'il est calculé sur la totalité de la population de plus de 18 ans, et non sur les seuls inscrits. Les Américains sont profondément attachés à la démocratie. Sont-ils individualistes ? Oui, pour une part. L'imaginaire des pionniers, « *Il y a de l'espace : suis ta voie !* », est toujours présent. Mais il ne faut pas sous-estimer le profond sentiment d'appartenance commune.

Il faut sonder cette dimension qui pose au fond la question de l'intérêt général. C'est elle qui permet de comprendre les réactions gênées d'une partie de la gauche à l'élection d'Obama. L'intérêt général existe-t-il ? Une certaine tradition critique est toujours embarrassée par cette question. Elle susurre qu'il y a toujours de la domination derrière la chose. Il y en a assurément. Mais n'y-a-t-il que cela ? Contre Jaurès, une partie de la pensée socialiste, dont la critique marxiste, ne rejoint-elle pas finalement, comme le souligne Marcel Gauchet, la doxa libérale dans l'idée que *le* politique (l'Etat, la nation...) est réductible au jeu des parties : les individus dans un cas, les classes ou les groupes sociaux dans l'autre ?

L'intérêt général n'est évidemment pas une « nature » : il joue toujours contre certains intérêts. Il n'en existe pas moins, la démocratie, à la fois fin et moyen, lui donnant son contenu précis. La république n'est pas seulement le respect des libertés fondamentales mais un principe d'unité de la société autour du bien commun. La démocratie permet à tous de

s'exprimer, mais la loi s'applique ensuite à chacun qui doit l'accepter, car le vivre ensemble, l'appartenance à une même communauté de responsabilité, le patriotisme en ce sens noble, important. La façon dont McCain a calmé l'ardeur de ses troupes pour les inciter à respecter le verdict des urnes, cela aussi était émouvant.

Dans son discours d'investiture, Obama invite à voir le pays « *comme plus vaste que la somme de [ses] ambitions individuelles* », vante « *ce que des hommes et des femmes libres peuvent réaliser lorsqu'ils utilisent leur imagination pour atteindre un objectif commun* ». L'engouement exprime un manque, en l'occurrence celui du projet commun, de la solidarité. Il a grossi à proportion de son importance. Il déborde bien au-delà des Etats-Unis exactement pour les mêmes raisons.

Les libertés individuelles et le marché ont évidemment du bon. Suffisent-ils pour faire société ? Les partisans du libéralisme ne conçoivent pas que le tout ne soit pas réductible au jeu des parties. Ainsi comprend-on que certains partisans du libéralisme économique mais aussi politique aient été historiquement réticents à l'égard de la démocratie. L'une de ses conséquences premières n'est-elle pas que la loi, expression de la volonté générale, peut primer sur les contrats et le marché ?

La crise actuelle marque la faillite du libéralisme économique. Comment s'en relever si ce n'est par l'intervention publique ? Ici aussi il faut se départir d'une image simpliste des Etats-Unis. Ils ont certes largement inventé le capitalisme financier qui explose en plein vol. Le libéralisme économique y domine à bien des égards. Mais l'Etat social et ses quatre piliers, comme partout ailleurs, existent, même si la voilure y est souvent plus réduite. La protection sociale : 95 % des retraités ont une pension publique financée par la répartition. Les services publics : ils sont dans certains domaines, l'eau par exemple, plus développés qu'en France. Le droit du travail : le salaire minimum a été introduit dès 1938 bien avant la France, et les conventions collectives peuvent être très contraignantes. Enfin les politiques économiques (monétaire, budgétaire, industrielle, commerciale...) ont été fortement mobilisées ces vingt dernières années, beaucoup plus que dans l'Union européenne.

Face à la crise, les Etats-Unis déploient un puissant plan de relance publique. La zone euro est au contraire à la traîne et la France plus encore. Au total, le contraste est saisissant entre ce qui prévaut aux Etats-Unis et dans l'hexagone. Un souffle citoyen d'un côté ; de l'autre un Président qui n'a de cesse de diviser, en stigmatisant tour à tour les jeunes, les chômeurs, les fonctionnaires. Un vaste plan de relance là-bas ; l'esbroufe ici. Sarkozy sait que la demande est au volontarisme politique – il a été élu grâce à cela –, au retour de l'Etat. Il gesticule en ce sens mais refuse d'entrer au capital des banques, laisse les pyromanes gérer les milliards du sauvetage financier et accouche d'un misérable plan de relance (26 milliards d'euros sur deux ans dont la moitié constituée de simples avances de trésorerie).

Ne cédon pas à l'obamania, illusion de l'homme providentiel. En revanche comprenons-en les raisons. Ce sont elles qui constituent la promesse et permettront de pointer les éventuels attermolements et compromissions d'Obama face aux puissants. Et ce qui vaut là-bas, vaut ici !